

28.12.2015 Les défis à venir de la majorité nationaliste

Deux ans de mandat, c'est court, très court. La réforme votée en vue de la création de la Collectivité Unique en janvier 2018 donne un calendrier à la fois étrange et très resserré aux nouveaux élus de la Corse. Ils devront faire leurs preuves sans vraiment en avoir le temps. Mais leur feuille de route est claire : consolider la victoire des 6 et 13 décembre, et réussir la transition vers une nouvelle Collectivité de Corse afin qu'elle puisse être le premier pas vers une Corse autonome.

Dans deux ans, une nouvelle victoire électorale sera possible, et même a priori plus facilement qu'aujourd'hui, car des pré-requis sont désormais en place. Nous avons surmonté la division politique que l'usage de la violence avait entretenu jusque là dans le mouvement nationaliste. Nous avons rendu crédible aux yeux de l'électorat le principe même d'une victoire nationaliste. Et nous avons fait imploser le modèle politique traditionnel, qui bâtissait sa domination par l'emprise portée sur la société.

La déconfiture de Jean Zuccarelli montre à quel point la force claniste est factice : elle donne une apparence de puissance qui entretient la fatalité soumise de larges pans de l'électorat, mais dès l'instant qu'elle perd les rênes du pouvoir, elle disparaît de la scène politique. Les bonapartistes à Aiacciu avaient déjà pris le même chemin au tournant des années 2000, celui qui mène ces ex-majorités déchues aux oubliettes.

Nos adversaires existent bien évidemment sur le plan idéologique, et la somme de leurs familles politiques, au vu des résultats de dimanche, est très clairement encore supérieure à la nôtre, même si l'écart s'est beaucoup réduit. Mais leurs instruments politiques sont surannés, la suppression programmée des deux départements va encore accroître leur désarroi, et l'exercice des responsabilités va ramener vers nous nombre d'électeurs qui, par habitude ou par obligation, ont encore voté pour eux, sans doute pour la dernière fois.

Avant tout, il faudra ne pas décevoir, ne pas diviser, cultiver l'union et créer les véhicules nouveaux de l'action politique dans lesquels tous, Inseme, PNC, Corsica Libera et d'autres qui doivent encore nous rejoindre, seront unis et complémentaires. L'Exécutif de la CTC est le premier signe tangible de ce rapprochement. Il faudra le décliner sur le terrain pour qu'il devienne définitivement crédible aux yeux de tous. Le premier combat qu'il faudra remporter c'est le combat contre nous-mêmes. La majorité qui a prêté serment jeudi 17 décembre à Aiacciu devra être servie sans faillir par tous ceux qui la soutiennent.

Au plan de la gestion des responsabilités, trois défis sont lancés au nouvel Exécutif : l'assainissement des finances de la CTC, la réponse aux grands dossiers en souffrance, particulièrement celui des déchets, et l'amélioration des performances dans la conduite des politiques territoriales.

Un budget devra être présenté et voté rapidement mais les tensions sont fortes sur les finances de la CTC. L'équilibre financier annoncé par Paul Giacobbi au terme de sa mandature est fictif. Il a été obtenu au prix d'acrobaties comptables, dont un audit devra faire le bilan : report de dépenses d'une année sur l'autre, laisser filer l'écart entre les autorisations de programme, les dépenses que l'on autorise, et les crédits de paiement, celles que l'on est en réalité capables de payer, création de « déficits cachés » car reportés vers d'autres structures dont on a réduit les dotations. En effet, les déficits des Agences, des Offices et des organismes où la CTC sera appelée comme garantie financière ultime (Parc Régional, Syndicat des Abattoirs, etc...) ne sont pas pris en compte, ni même encore véritablement chiffrés,

La dette de la CTC est de plus de 900 € par habitant en Corse quand les autres régions françaises, il est vrai au champ de compétences moins large, mais quand même !, tournent autour de 250/300 € par habitant. Ces 300 millions d'euros de dette, même débarrassée de l'hypothèque des emprunts toxiques convertis en emprunts à taux fixe en toute fin de mandature, génèrent un

service annuel de la dette qui ne commencera à décroître sérieusement qu'à compter de 2038, dans vingt ans.

Régénérer les finances de la CTC sera donc une lourde tâche, et ses effets ne seront pas immédiats. Il faudra profiter de la fusion des collectivités CTC et départements pour réduire les dépenses. Il faudra aussi dégager des recettes nouvelles, ce que la science politique recommande de faire en début de mandature. Une réflexion sérieuse doit sans doute être menée sur la taxe sur les transports, figée depuis 1992 (25 ans !), par la loi française, ce qui est une atteinte à toute conception d'autonomie fiscale. En valeur réelle elle a ainsi perdu la moitié de son rendement du fait de l'inflation. Pourtant, elle est d'une logique basique : appuyer les recettes de la CTC sur le dynamisme du principal pilier de l'économie corse, le tourisme, qui génère le principal de son produit.

Le nouvel Exécutif devra aussi faire face aux dossiers à risques. Celui des déchets est le premier d'entre eux, et la mise en place, concrète et efficace, de mécanismes vertueux pour le tri à la source des déchets, est une obligation politique et morale dans les deux ans à venir. Seul un engagement politique et concret sur cette question rassurera les populations riveraines et soulagera les tensions autour des centres d'enfouissement durant la période de transition. Des Assises des Déchets sont nécessaires pour sortir des relations conflictuelles et engager des synergies nouvelles, autour d'une feuille de route consensuelle à bâtir entre les collectivités, les opérateurs comme le Syvadec, et les Communautés de communes, et les associations.

Autre dossier à risque, celui des transports, même si la désignation de l'entreprise Rocca comme repreneur de la SNCM permet d'apporter une première réponse à la crise de la compagnie publique maritime. Mais qu'en sera-t-il au cours du temps ? La nouvelle compagnie trouvera-t-elle son équilibre ? Bénéficiera-t-elle de la paix sociale et d'un armistice des concurrents écartés qui parlent de créer une compagnie concurrente ? Dans l'aérien aussi, la compagnie régionale doit se restructurer. Les dossier chauds ne vont pas manquer !

Sans compter toutes les mises en place qui devront être faites, par exemple pour la gestion des crédits européens. Elle devra être suffisamment rapide et efficace pour éviter les dégagelements d'office par la Commission Européenne d'ici dix-huit mois, et même, pourquoi pas, pour accrocher un peu de la « réserve de performance » que Bruxelles pourra affecter à mi-mandat aux régions européennes les plus performantes.

Viendra ensuite l'agenda politique. Celui de l'élection en décembre 2017 de la future Collectivité Unique de Corse sera très rapidement au cœur de tous les enjeux politiques. Notre succès dépendra beaucoup de la qualité de la négociation sur les ordonnances qui vont en dessiner les contours. Le nouvel Exécutif de la CTC doit gagner les arbitrages sur les équilibres territoriaux, obtenir des compétences fiscales qui sortiront les Arrêtés Miot de la voie de disparition dans laquelle ils sont engagés, et marquer ainsi de son empreinte la négociation avec l'Etat. L'intégration des départements à la future CTC et la disparition des Conseils départementaux sera un cadre institutionnel très défavorable pour les forces clanistes. Si cela était intervenu dès 2003 et le referendum perdu sur la suppression des départements, nul doute que l'un ou l'autre, ou les deux, Gilles Simeoni et Jean Christophe Angelini, aurait été élu député. Or l'élection législative reviendra en juin 2017, dans la foulée des présidentielles. Cette élection nous sommes mieux placés que jamais pour la gagner. Quatre députés nationalistes, pourquoi pas ? Et quelle entrée en matière pour la suite du rapport de forces politique !

Chacun l'a ressenti lors de la cérémonie d'investiture du 17 décembre dernier. C'est une révolution démocratique qui est engagée et la période qui a commencé ce jour-là doit emmener la Corse vers son autonomie en Europe. Ce n'est pas le moment de se reposer sur nos lauriers !

Aiò tutti ch'hè ora !